

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS GRANIER

Le Moulinas
Route d'Albi - BP 22
81230 Lacaune

Références : 12-CARMIN-2024-28
Code AIOT : 0006803052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement SAS GRANIER implanté Puech Caout 12230 Sainte-Eulalie-de-Cernon. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale programmé courant 2024 faisant suite au porter-à-connaissance et à la décision de dispense de soumission d'évaluation environnementale en date du 24 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GRANIER

- Puech Caout 12230 Sainte-Eulalie-de-Cernon
- Code AIOT : 0006803052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 9 janvier 2007. Sa production maximale autorisée est de 30 000 tonnes par an pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
6	Contrôle qualité des eaux de la source de la Mouline	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 30.8.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périmètre autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 1	Sans objet
3	Bande des 10m	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.2	Sans objet
5	Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.2	Sans objet
7	Consigne	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en exergue des non-conformités dont certaines seront régularisées par le dépôt du dossier d'autorisation environnementale. L'enjeu principal de la carrière réside dans la gestion et le suivi des eaux au niveau de la source de la Mouline. A ce titre, il est demandé à l'exploitant un suivi rigoureux des eaux de la source et une communication des résultats auprès des instances concernées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, périmètre
Prescription contrôlée : [...] L'autorisation d'exploiter la carrière porte surtout ou partie des parcelles cadastrées section D,n°370 et 69 du plan cadastral de la commune de SAINTE-EULALIE-DE-CERNON au lieu-dit «Puech Caout» pour une superficie de 5ha. La surface autorisée en exploitation de carrière PA est repérée par le périmètre A-B-C-D-E-F sur le plan joint en l'annexe I au présent arrêté. À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE est repéré par le périmètre 1-2-3-4 figurant sur le plan en annexe I au présent arrêté. À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à l'activité de l'exploitation autre que l'extraction (stockage des blocs, des déchets d'exploitation,...) ZA est repéré sur le plan en annexe I au présent arrêté.
Constats : Les périmètres d'autorisation et d'extraction sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, extraction
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux sera entre les niveaux 830 m et 775 m NGF. La limite du terrain correspondant à la cote 830 m NGF sera piquetée sur le terrain.L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage figurant en annexe II.Toute modification de ce phasage devra faire l'objet d'une information motivée préalable auprès de la Préfète. Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'extraction des matériaux est réalisée en plusieurs gradins en cours d'exploitation,- l'exploitation se fera par découpe de bloc laissant une succession de front de hauteur maximale 2,5 m et de largeur minimale 2,5m tel qu'indiqué à l'annexe III du présent arrêté, [...]
Constats : Le plan topographique consulté en inspection et daté de janvier 2024 indique une cote minimale de 845 m NGF. Une incohérence est détectée sur les cotes d'altitude du plan avec les précédents. L'exploitation est actuellement en phase 4 et accuse un léger retard sans conséquence. Un dossier d'autorisation environnementale est en cours d'élaboration et projeté cette année. Il prévoit notamment une modification du phasage. L'extraction des matériaux respectent la hauteur d'environ 2.5m par front. En revanche, certaines banquettes sont inférieures à 2.5m de large.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La largeur des banquettes à 2,5m est issue du projet de réaménagement de la carrière de l'étude

d'impact initiale. Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur ce réaménagement dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Bande des 10m

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, extraction
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée PA et à l'intérieur de la zone d'extraction PE. Cette distance est augmentée d'une distance de sécurité garantissant, suivant la nature des terrains rencontrés durant les phases d'exploitation et la phase réaménagée, le respect de la distance de 10 mètres minimale citée ci-dessus.
Constats : La zone d'extraction est maintenue à une distance supérieure à 10 mètres des limites de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none"> • les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci, • les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, • la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus, • l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement, • les pistes et voies de circulation, • les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... • les installations fixes de toute nature : ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux... [...]

Constats :
Le plan présenté par l'exploitant datant de janvier 2024 comporte l'ensemble des éléments prescrits hormis la limite de 50 mètres au-delà du périmètre d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise à jour du plan incluant la bande des 50 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée :
Les eaux de ruissellement issues des zones d'activités et de stockage de la carrière hors excavations seront collectées et transiteront vers un ou plusieurs bassin de décantation avant rejet au même ravin d'Arnassols et du Torrès. Les eaux de ruissellement en fond d'excavation seront collectées dans un bassin de décantation rendu étanche. Ce bassin sera cloisonné pour favoriser la décantation des fines. Un point de pompage permettra d'évacuer ces eaux vers le ou les bassins de décantation supérieurs. Les failles et fractures éventuellement recoupées par l'exploitation seront colmatées avec les blocs, argiles, et/ou béton afin d'obstruer tout orifice de circulation rapide vers la nappe.[...]
Constats :
Lors de la précédente inspection du 8 juin 2022 et en réponse au contradictoire du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les recommandations issues de l'étude hydrogéologique en date du 5 juillet 2021 à savoir, le comblement immédiat lors de la découverte d'avens/failles, merlon ceinturant ces derniers, évaporation ou pompage de l'eau si nécessaire. L'inspection a constaté le respect de ces principes sur site : 2 avens comblés, ceinturés par des merlons et évaporation de l'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa gestion des eaux de ruissellement dans le cadre de sa demande d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle qualité des eaux de la source de la Mouline

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

La surveillance de la qualité de l'eau de la source de La Mouline est renforcée par les dispositions suivantes :

- mesure supplémentaire de la turbidité au pas de 15mn avec un appareillage adapté à la sensibilité souhaitée, à déterminer en accord avec le pisciculteur. Les mesures seront étalonnées 3 fois par an à partir d'échantillonnages choisis. L'exploitant tiendra à jour un registre d'activité sur la carrière permettant une corrélation avec ces mesures.
- analyses d'échantillons d'eau de la source trois fois par an pour déterminer la teneur en hydrocarbures (la carrière ne met pas en œuvre de produit particulier qui seraient à rechercher dans ces analyses. Les échantillons seront notamment prélevés après des orages estivaux suivant une longue période sans pluie. Les dates et heures de prélèvement seront déterminées à partir des résultats du traçage.[...]

L'exploitant transmet annuellement, en septembre, à la Fédération de pêche de l'Aveyron, exploitant de la pisciculture Fédérale de La Mouline, le bilan des analyses et mesures effectuées et lui demande un compte-rendu sur le fonctionnement de la pisciculture en regard du fonctionnement de la carrière. Ce compte-rendu et le bilan des mesures sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées, à la DDAF (Service de Police de l'Eau), à la DIREN (Service de l'Information et de l'Evaluation Environnementale) et au Parc Régional Naturel des Grands Causses.

Constats :

Une seule analyse des eaux de la source a été réalisée le 23 octobre 2023. L'exploitant ne dispose pas de résultats notamment après de forts orages pluvieux. La turbidité n'est pas analysée de manière continue.

Les résultats ne sont pas communiqués auprès des instances concernées.

Le suivi de la qualité de l'eau au niveau de la source de la Mouline est une recommandation issues de l'étude hydrogéologique établi en juillet 2006 lors du dossier d'autorisation initiale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Consigne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant sensibilise régulièrement les personnels de l'entreprise sur les risques de pollution des eaux sur le causse du Larzac et établit une consigne écrite spécifique sur la conduite à tenir dans ce domaine sur cette exploitation.

Constats :

Une consigne sur la conduite à tenir en cas de pollution est affichée sur site.

N° 8 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 30.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 200 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier,
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. En tant que de besoin, ces matériels sont protégés contre le gel.

L'établissement est équipé d'un appareil téléphonique relié au réseau, ou d'un dispositif équivalent, permettant d'alerter les sapeurs-pompiers.

L'exploitant devra assurer la défense extérieure contre l'incendie :

- soit en priorité par un poteau d'incendie de 100mm normalisé (NF.S.61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar (N.F.S.62.200) et placé à moins de 200m de la carrière par des chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

- soit en cas d'impossibilité par une réserve d'eau de 10m³ en s'assurant notamment que :

a-la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8 m x 4m) afin de permettre la mise

en œuvre aisée des engins des sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette

plate-forme devra être assuré par une « voie engin » de 3m de large, stationnement exclu,

b- ce point d'eau soit accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès,

c- il soit signalé et curé périodiquement,

d- la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 m,

e - le volume d'eau contenu dans cette réserve soit constant en toute saison. L'exploitant prendra l'attache du service départemental d'incendie et de secours pour définir d'un commun accord l'emplacement du dispositif retenu et pour le réceptionner dès sa mise en œuvre.

Constats :

L'exploitant dispose d'extincteurs répartis entre les différents engins et les bungalows. Ces extincteurs ont fait l'objet d'une vérification périodique. Néanmoins, l'exploitant indique que l'ensemble des extincteurs n'ont pas été marqués par le prestataire lors de cette vérification. Ce dernier a délivré une attestation de vérification en date du 20 février 2024.

Le personnel est équipé de téléphone portable permettant l'alerte en cas de besoin.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une réserve permanente de 10m³ et conforme à la prescription pour assurer la défense extérieure contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du contrôle de son prestataire concernant les moyens de lutte contre l'incendie, et de se conformer à la prescription quand à la défense extérieure contre l'incendie (réserve de volume de 10m³, permanente et accessible, réceptionnée par les services de secours).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois